

LE TEMPS

Editorial Mardi 25 mai 2010

L'urgence devra encore attendre

Par Par Caroline Stevan

En Haïti, la confusion politique et humanitaire

D'un côté, plusieurs centaines de milliers de sinistrés. De l'autre, des millions de donateurs. Entre eux, une catastrophe d'une ampleur rare, un élan de solidarité immense et, finalement, un puits de questions. «Pourquoi des personnes restent-elles sans abri avec tout l'argent envoyé à Haïti?» «Où sont passés mes 100 francs?» «Que font les ONG?» «Pourquoi ne pas rebâtir des logements plutôt que de distribuer des tentes qui ne résisteront pas aux cyclones?» Les interrogations sont légitimes, les réponses complexes, à l'image de la reconstruction d'un Etat dévasté.

D'abord des motifs logistiques. Se procurer très vite un million de tentes n'est pas chose aisée, édifier des maisons en dur dans l'urgence et dans un pays sans véritable cadastre est une audace à laquelle rechignent les autorités et la communauté internationale. C'est, en effet, dans un Etat extrêmement fragile et dépourvu d'infrastructures que la terre a tremblé le 12 janvier dernier, jetant bas le pouvoir. L'image d'un Palais national affaissé sur lui-même restera pour longtemps le symbole d'une administration laminée et impuissante face à l'étendue du drame. Très vite, l'aide internationale s'est mise en place, et certaines estimations font état de quelque 10000 ONG actuellement actives en Haïti. Le gouvernement n'a guère les moyens de coordonner et de contrôler leurs activités. Port-au-Prince grouille d'humanitaires, engagés par les pontes du métier tels Médecins sans frontières, Oxfam ou Handicap International, mais aussi par de petites associations, montées pour l'occasion. Leur travail est acharné, leurs bonnes intentions sont évidentes. Certains reprochent pourtant à leurs managers d'œuvrer sans concertation et pour la gloire.

Viennent alors les raisons politiques. Les bailleurs de fonds, qui ont promis 5,3 milliards de dollars lors de la conférence de New York le 31 mars, ont leurs exigences, qui ne correspondent pas toujours aux besoins les plus urgents de la population. Ils craignent par ailleurs de laisser la main au gouvernement, soupçonné de corruption. Lequel estime être privé de «sa» reconstruction.

Haïti, en outre, est entré en campagne électorale. Un scrutin est agendé pour novembre prochain. Quelques politiciens, dès lors, essaient de tirer bénéfice de tel ou tel projet, d'exploiter le mécontentement des plus démunis ou de freiner l'action du gouvernement. La reconstruction risque bien d'être bloquée tant que la nouvelle équipe ne sera pas en place, bénéficiant d'un horizon d'action de cinq ans.

LE TEMPS © 2009 Le Temps SA